

EN MILIEU OUVERT

Michel BARRÉ

Après mon article "Place aux parents" (Educateur n° 2), j'ai reçu des lettres exprimant un accord total sur la nécessité de ce dialogue mais aussi quelques échos sur la difficulté de faire comprendre notre action. *"Ne crois pas que c'est facile. La seule inquiétude de ces parents de milieu ouvrier, c'était avant tout de savoir si leurs enfants s'adapteraient par la suite dans les autres classes. Je leur ai expliqué que mon premier souci n'était pas de les adapter à s'intégrer sans problème dans le système actuel. Ils m'ont répondu : "Ce qu'on vous demande, c'est au moins qu'ils puissent être comme nous" Alors, comment veux-tu discuter éducation avec cette mentalité ?"*

Et alors ! Ces ouvriers ne parlent pas philosophie, ils vivent leur temps, ils savent que lorsqu'on modernise De Wendel-Sidélor, cela signifie des milliers d'hommes en chômage. On aura beau leur expliquer que pour résister sur le marché international... (etc.) ils ne voient que le problème réel : c'est toujours à eux de payer la casse et ils s'y refusent.

En matière d'enseignement, que voient-ils ? qu'on aiguille en classes-garages des gosses qui, à 16 ans, ne trouveront pas de travail. Or leur enfant a actuellement un instituteur ou un professeur qui a des pratiques insolites ; ne risque-t-il pas de léser l'avenir des enfants ? Et lorsque les parents posent des questions et cherchent des garanties, ce n'est pas en leur faisant de la philosophie (même la nôtre) qu'on les rassurera, bien au contraire. Car ils ne manquent pas de leçons de philosophie, il leur suffit d'allumer la radio, la télé pour qu'un président, un ministre, un membre du CNPF ou un expert financier leur déverse des tas de bonnes raisons. Que ne leur explique-t-on pas à ces braves gens pour leur prouver que leur situation est normale ?

Ce qu'ils attendent de nous, c'est d'abord que nous assumions ce qui leur paraît primordial parce que cela a servi de barrage contre eux et, soyons francs, sert encore à la sélection. Quand on sait le barrage que constitue l'orthographe, comment s'étonner de leur inquiétude sur le

problème des dictées ? Que nous dénoncions les faits, que nous luttons pour déboulonner l'orthographe, ils seront généralement d'accord avec nous dans la mesure où ils en ont souffert eux-mêmes, mais ils ne pourraient nous approuver si nous la délaissions dans la formation de nos élèves : ils savent trop les risques encourus. Ce qu'ils attendent de nous c'est que nous prouvions que par le texte libre leurs enfants auront au moins une orthographe équivalente. Le reste, à leurs yeux, ce doit être en prime, même si c'est pour nous plus important. Et si nous voulons peu à peu les convaincre de notre échelle des valeurs éducatives, il nous faut assumer les exigences qui pèsent sur leurs enfants tant que nous n'aurons pas fait changer l'ensemble du système.

Ne nous étonnons pas de leur méfiance, elle est saine ! Qui leur prouve que nous ne sommes pas des charlatans (surtout avec ce qu'insinuent certains collègues et que pourrait confirmer l'attitude irresponsable de certains autres) ? J'estime même qu'en règle générale les parents font trop confiance aux conseils pas toujours désintéressés des enseignants. N'avez-vous pas connu d'aiguillage d'enfants de milieu modeste vers des voies ne correspondant ni à leurs intérêts ni à leurs potentialités avec des arguments du type : *"les parents ne pourront pas le suivre, le soutenir"*, *"l'effort financier serait trop dur pour la famille"*. Comme l'enfant ne sort jamais du borbier où on l'a enfoncé, jamais la preuve ne sera faite d'une dramatique injustice. Ce que les pa-

rents de milieu populaire devraient savoir c'est que, pour leurs enfants, l'orientation tient souvent de l'escroquerie visant à rationaliser et à légaliser le filtrage des fils d'ouvriers dans l'enseignement supérieur. Trop de bacheliers, trop d'étudiants, cela voudrait dire le chômage intellectuel et voyez-vous des fils de la bourgeoisie devenir chômeurs à cause de l'entrée en lice des prolétaires ! Et il faut bien dire qu'il ne manque pas d'enseignants pour appliquer en toute quiétude les règlements de la ségrégation.

C'est pourquoi notre rôle n'est pas de demander aux parents une confiance sur notre bonne mine, un blanc-seing que nous avons tant condamné sur le plan politique parce qu'il est le tremplin de tous les abus, de toutes les démissions. Nous devons leur *prouver*, non par des paroles mais par des faits que nous armons leurs enfants pour la vie mieux qu'eux-mêmes ne l'ont été.

Bien sûr, les choses ne seront pas toujours simples et faciles. Certains camarades en déduiront peut-être un peu vite que le dialogue est vain et qu'il n'est pas indispensable. Un argument m'a fait sursauter : *"Nous n'avons pas à demander aux parents l'autorisation d'agir dans l'intérêt de leurs enfants. D'ailleurs la loi d'obligation scolaire de 1881 a eu pour objet de protéger les enfants de parents abusifs."* Seront assurément d'accord certains directeurs qui affichent *"entrée interdite aux parents"*, certains inspecteurs qui exigent une autorisation préfectorale à la moindre réunion. Faut-il ajouter que cette

“protection” des enfants n’a jamais aussi bien joué que sous les régimes fascistes. Tout de même, nous ne devons pas confondre la protection de quelques enfants, victimes de l’ignorance, de l’inconscience ou de la cupidité de leur famille et le droit réservé à une caste sociale ou politique de décider seule de ce qui est bon pour les autres, adultes ou enfants.

Comment d’ailleurs un tel mépris pourrait-il toucher les parents sans atteindre également les enfants ? Où est la ligne de démarcation ?

J’ai commencé mon métier d’éducateur en faisant de la prévention en milieu ouvert, à une époque où l’on ne jurait que par les maisons de rééducation. Les enfants délinquants, ces pauvres petites victimes de la société, comme ils avaient droit au respect, à l’affection ! Il fallait les arracher d’urgence à ces ignobles parents qui avaient eu sur eux une si pernicieuse influence. Moi, naïvement, je me demandais à quel âge s’abaissait la barre qui, comme au billard russe, empêche de rejouer les billes. A partir de quand assumait-on sa totale culpabilité ? Moi, en milieu ouvert, j’étais à la fois moins naïf et moins méprisant : 100 % victime ou 100 % salaud, le fils chapardeur, le père ivrogne, la mère souillon ou la fille légère ? Je me refusais, sauf cas extrêmes, à l’internement des délinquants, à l’astiquage de leur moralité avant de les replonger dans le même cloaque. Je pensais (et je pense encore) qu’il

fallait lutter globalement pour changer certaines causes et modifier localement certains effets. En milieu ouvert, les progrès étaient certes difficiles mais ils n’étaient pas mensongers alors que le ressemelage de conscience effectué dans les “maisons” ne résistait pas à la première flaque. Ce que j’ai vu alors, c’est que même minable, la famille restait le dernier recours dans un monde qui n’en compte pas beaucoup : Gilbert, en observation à l’hôpital, s’enfuyant en chemise la nuit pour regagner la paillasse de son taudis ; Victor, parti camper en groupe et ne pouvant trouver le sommeil parce qu’il n’avait pas l’environnement habituel (la mère, les deux sœurs filles-mères et les bébés dans la pièce unique, le parquet des deux autres ayant servi de chauffage). Même dans ce sous-prolétariat, ignorer la famille, c’était couper les dernières racines pourtant bien malades, je savais qu’il fallait les respecter.

Aussi ma conviction s’est-elle affermie dans les cas extrêmes, que nous ne pouvons faire confiance aux enfants si nous ignorons ou méprisons leurs parents. Si nous ne sommes pas des imposteurs nous ne pouvons nous réfugier dans les tâches simples et faciles : le milieu tiède d’une classe ou même une phraséologie révolutionnaire abstraite. Si notre action militante peut avoir un sens vrai, ce n’est que parmi les parents.

M. BARRÉ